

Le Directeur Général de l'Agence de Santé de l'Océan Indien

AVIS D'APPEL A PROJET

Pour la création de 57 places
de
Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD)

1 Objet de l'appel à projet

Dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma Régional d'Organisation Médico-Social (SROMS) 2012/2016, du Programme Régional et Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie (PRIAC) couvrant la même période, le maintien à domicile dont le développement des Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) est une priorité en réponse aux attentes et aux besoins des personnes âgées et des personnes en situation de handicap.

Le Département de Mayotte ne compte aucun Service de Soins Infirmiers à Domicile, ni pour les personnes âgées ni pour les personnes en situation de handicap.

L'Agence de Santé de l'Océan Indien (ARSOI) souhaite engager un appel à projet pour la création d'un SSIAD à Mayotte.

L'objectif de cet appel à projet est de développer une politique de maintien à domicile dans des conditions favorables et adaptées à l'état de santé des personnes âgées et des personnes en situation de handicap à Mayotte.

Cet appel à projet s'inscrit dans le cadre des articles L313-1 et suivants et R313-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ; 17 places pour personnes en situation de handicap et 40 places pour personnes âgées sont à créer à Mayotte

Un appel à projet a été lancé le 23 décembre 2015, conjointement par l'ARS Océan Indien et le Conseil Départemental de Mayotte.

Constatant l'absence d'accord des autorités compétentes sur le choix à opérer à partir du classement réalisé par la commission de sélection, le Directeur Général de l'ARSOI n'a pas délivré de décision d'autorisation pour la création de SPASAD à Mayotte.

En conséquence, l'ARSOI décide de lancer un appel à projet pour la création d'un Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) d'une capacité de 57 places dont 17 pour les personnes adultes en situation de handicap et 40 pour les personnes âgées de 60 ans et plus.

Le SSIAD relève de la 6 ième catégorie d'établissements et de services sociaux et médico-sociaux énumérés par l'article L. 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

2 Qualité et adresse de l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation

Monsieur le Directeur Général de
L'Agence de Santé de l'Océan Indien
Rue Mariaze
97600 MAMOUZOU
François MAURY

3 Cahier des Charges

Le cahier des charges de l'appel à projet fait l'objet de l'annexe 1 du présent avis.

4 Critères de recevabilité et modalités d'instruction

Extrait de l'article R313-6 du CASF: « *Sont refusés au préalable et ne sont pas soumis à la commission de sélection, par une décision motivée du président ou, conjointement, des coprésidents de la commission, les projets :*

- 1) *déposés au-delà du délai mentionné dans l'avis d'appels à projet ;*
- 2) *dont les conditions de régularité administrative mentionnés au 1 ° de l'article R313-4-3 ne sont pas satisfaites;*
- 3) *manifestement étrangers à l'objet de l'appel à projet ».*

Les dossiers seront analysés par le service médico-social de l'Agence de Santé de l'Océan Indien selon trois étapes :

1. vérification de la régularité administrative et de la complétude, conformément aux articles R313-5 et suivants du CASF ;
 2. vérification de l'éligibilité du projet en regard des critères minimum spécifiés dans le cahier des charges (public, capacité, territoire d'intervention, délai de mise en œuvre ; annexe 1) ;
 3. analyse de fonds des dossiers, en fonction des critères de notation présentés en annexe 2.
- La commission de sélection d'appel à projet au titre des activités autorisées par le Directeur Général de l'ARSOI, procédera à l'examen des dossiers et établira une liste par ordre de classement qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Mayotte et sur le site internet de l'Agence de Santé de l'Océan Indien.

5 Critères de notation des dossiers

Les critères de notation des dossiers font l'objet du tableau détaillé de l'annexe 2 du présent avis.

6 Date limite et Modalités de dépôt des dossiers

Les dossiers de candidature devront être transmis dans un délai de 60 jours ouvrables à compter de la date de publication du présent avis, cachet de la poste faisant foi, soit le 20 janvier 2017.

Chaque candidat devra adresser son dossier, sous enveloppe cachetée, en une seule fois et en trois exemplaires, par courrier recommandé avec avis de réception à l'adresse ci- après :

Agence de Santé de l'Océan Indien

Délégation de l'Ile de Mayotte

Rue Mariaze

Pôle Offre de soins

97600 MAMOUDZOU

Ce dossier devra comporter l'ensemble des pièces indiquées en annexe 3 du présent avis, exigibles par l'article R313-4-3 du CASF, et se présenter sous les formes suivantes :

Deux exemplaires en version « papier », *chacun paginé et relié dans sa totalité* (corps et annexe) ;

Un exemplaire en version « dématérialisée » sur clé USB ou adressé par mail à l'adresse suivante : erique.marie-louise@ars.sante.fr

En cas de différence entre le dossier papier et le dossier électronique, le dossier papier fait foi.

7 Date de publication et modalités de consultation de l'avis

L'avis d'appel à projet est publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Mayotte et sur le site internet de l'ARS : www.arsoi.fr

Des précisions complémentaires pourront être sollicitées au plus tard le 12 janvier 2017 à 16heures, par messagerie à l'adresse suivante :

erique.marie-louise@ars.sante.fr

en précisant en objet : AAP-SSIAD Mayotte 2016

Une réponse sera apportée aux candidats et l'ensemble des questions / réponses sera consultable sur le site internet de l'ARSOI : www.arsoi.fr sous forme de foire aux questions.

8 Calendrier de la procédure

La sélection des dossiers s'opèrera en février 2017.

La mise en œuvre du SSIAD interviendra au plus tard en mars 2017.

9 Voies de recours

L'avis de la commission de la sélection des appels à projets requis par l'autorité qui délivre l'autorisation n'est pas une décision administrative susceptible de recours.

Seule la décision d'autorisation aura le caractère de décision administrative et pourra faire l'objet :

- soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Directeur Général de l'Agence de Santé de l'Océan Indien ;
- soit d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Mayotte.

Le 27 octobre 2016

Le Directeur Général

François MALRY